

Avec l'élection présidentielle notre objectif est de répondre à une situation grave dont il faut mesurer l'importance.

En effet 75 % des français déclarent redouter le danger de voir les échéances 2022 confisquées par la droite et son extrême.

Même s'il faut relativiser cette photographie d'une situation dont nous devons tenir compte, une issue positive est possible. Elle doit nous permettre d'être offensif.

Ce qui la caractérise, c'est le manque de visibilité et les divisions à gauche vécu par les citoyens, face à une politique de droite de plus en plus dure. Une politique agressive remettant en cause nos conquies sociaux.

A quatorze mois de l'élection présidentielle, l'objectif doit être clair, soit un candidat communiste, soit une autre possibilité d'une majorité politique qui réponde aux enjeux du moment.

Ces enjeux s'inscrivent dans une situation d'une extrême gravité, à un moment d'une crise sanitaire et sociale catastrophique. Les dégâts sont parfois inimaginables, la pauvreté s'abat sur une partie importante de la population.

Des milliers de chômeurs et des privés d'emploi sans aucune possibilité de s'en sortir.

Avec la destruction de pans entiers de notre économie, de casse industrielle comme Bosch à Rodez avec moins de 750 emplois pour 1250 salariés, dans le même département la Sam à Viviez moins 300 emplois, liquidation de 30000 emplois chez ADP Charles de Gaulle, les fonderies de Bretagne et bien d'autres.

C'est dans ce contexte que va se dérouler l'échéance 2022 avec les élections présidentielle et législatives qui doivent être prises dans leur ensemble.

Nous devons nous interroger sur les choix politiques et le rôle que nous devons tenir dans ce moment démocratique primordial.

Quelles perspectives allons nous offrir à la jeunesse, au monde du travail aux retraités ?

C'est à cette population, aux 75 % des français qui redoutent une politique qui aggrave encore plus leur situation précaire que nous devons nous adresser.

Une seule question doit nous tarauder, **quelle doit être notre attitude lors de cette élection pour faire bouger la situation en faveur du mouvement populaire.**

Il nous faut faire sauter le verrou politique autour de l'articulation Le Pen, Macron, alternative du pire.

Pour cela nous avons un obstacle à éviter, notre participation à la division sur cette stratégie.

Il nous ferait porter le risque réel de ne plus pouvoir constituer un groupe parlementaire et donc notre effacement de la vie politique.

Je pense que la question du rassemblement se pose avec force, participer à la construction d'un projet politique, afin de gagner une majorité politique de gauche avec un groupe communiste qui puisse réellement peser sur les orientations politiques.

Nous avons su le faire par le passé à l'exemple du Front Populaire. Néanmoins il n'est pas question non plus de renouveler des expériences récentes.

Concernant la dernière élection présidentielle Il est bien évident que nous n'avons pas à nous aligner sur Jean-Luc Mélenchon.

Concernant les européennes avec une bonne campagne, un excellent candidat et un mauvais résultat, nous sommes absent au niveau européen.

Concernant les municipales, partout où il y a eu des démarches de rassemblements nous avons noté des progrès.

Nous devons tenir compte de ses diverses expériences pour mieux appréhender l'avenir

C'est pour cela je pense, qu'il faut se donner le temps nécessaire comme le précise la proposition alternative du texte pour prendre une décision.

Travailler une démarche d'alliance et de coalition dans la clarté d'un projet de rupture me semble la bonne option. Ainsi nous pourrions prendre une décision à la fin du second semestre 2021.